



Expérience du Pakistan dans la lutte contre le TERRORISME

Ganzanfar Ali Khan

Journaliste et écrivain pakistanais.

L'expérience du Pakistan dans la lutte contre le terrorisme étant variée et riche, le gouvernement pakistanais a préparé un projet de mesures antiterroristes en coopération avec l'Office des Nations Unies Contre la Drogue et le Crime. Le projet comprend la promotion des connaissances des juges, des procureurs et des responsables de l'application des lois et le renforcement de leurs compétences, tout en renforçant la coordination entre les autorités régionales et fédérales, ainsi qu'avec l'Autorité Nationale de Lutte Contre le Terrorisme, le Département de la Police Antiterroriste et la Police du Territoire de la capitale du Pakistan, Islamabad.

Objectifs du projet

Trois objectifs ont été fixés pour les enquêtes et l'utilisation de preuves médico-légales par le Département de police pour la lutte contre le terrorisme, en vue de renforcer la capacité du ministère public et de l'autorité judiciaire à poursuivre et juger efficacement les affaires de terrorisme, améliorer la coordination entre les régions et les provinces et accroître la capacité globale d'analyse stratégique. Toutes ces mesures et procédures augmentent le niveau d'intégrité judiciaire et de respect des Droits de l'homme, par le biais de procédures judiciaires, dans les affaires de terrorisme.

Pour le Pakistan, la principale raison d'être exposé au terrorisme est la frontière poreuse avec l'Iran et l'Afghanistan, permettant l'entrée au Pakistan d'acteurs influents non étatiques. D'où le souci d'améliorer l'ordre public en procédant à la fusion des zones tribales sous administration fédérale avec la province, conformément à l'amendement constitutionnel n° 25. Des centres de réadaptation ont été créés sous l'administration de l'armée pour promouvoir les procédures pacifiques, et un grand nombre d'ex-combattants y ont été enrôlés dans le cadre du Projet Sabawoon, supervisé par l'armée; permettant de leur dispenser des cours de religion islamique, d'éducation de base et de formation professionnelle, ainsi qu'une thérapie psychologique contre l'extrémisme, pour en faire des membres productifs de la société, capables de s'intégrer avec leurs compatriotes. Cette initiative du gouvernement pakistanais a eu droit à beaucoup d'éloges et d'hommages.

Plan national

En Janvier 2015, le gouvernement pakistanais a formulé son plan d'action national dans le cadre d'une stratégie globale pour éliminer le terrorisme. La stratégie comprenait le 21e cadre d'amendement de la Constitution du Pakistan, qui a établi des tribunaux militaires à procédures simplifiées pour juger les crimes liés au terrorisme, a rétabli la peine de mort, et exigé la vérification obligatoire des empreintes digitales pour tous les détenteurs de téléphones mobiles.

Le plan d'action national permet aux ministères des affaires étrangères et des finances et à d'autres de communiquer avec les pays islamiques amis pour réprimer les pourvoyeurs des réseaux sectaires et terroristes opérant contre le Pakistan. C'est là que réside la force du Pakistan qui a accepté le défi et en a fait une opportunité de croissance, en bénéficiant de la jeunesse dont le taux s'élève à près de 60% de la population totale. La jeunesse pakistanaise est actuellement confrontée à de graves problèmes, notamment la pauvreté et un fort analphabétisme, tandis que 15% des jeunes sont au chômage, ce qui les rend vulnérables au terrorisme, à la consommation de drogues et à d'autres vices et maux.

En coopération avec le gouvernement, depuis plus de 35 ans, l'Office des Nations Unies Contre la Drogue et le Crime a élaboré son deuxième programme national pour garantir que son soutien soit axé sur les priorités stratégiques, réponde aux besoins nationaux du Pakistan, et puisse relever les défis de la gouvernance, de la sécurité et de la santé publique au Pakistan avec détermination et constance. À cette fin, le Bureau s'intéresse à trois domaines principaux: Le trafic illicite et la gestion des frontières, la justice pénale et les réformes juridiques, la réduction de la demande de drogues, la prévention et le traitement, ainsi que deux sujets tout aussi importants: L'apprentissage en ligne et la recherche et l'analyse. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime déclare sur son site Web, dans la presse écrite et les réseaux sociaux et sur l'Internet, que ces efforts porteront leurs fruits.

Le tournant de l'histoire du terrorisme au Pakistan est, peut-être, l'attaque contre une école dirigée par l'armée à Peshawar le 16 Décembre 2014, qui a tué 150 enfants, et qui a été revendiquée par les talibans afghans. L'attaque a conduit l'ancien Premier Ministre, Nawaz Sharif, à élaborer une nouvelle stratégie de lutte contre le terrorisme, qui est le plan d'action national composé de 20 points. Cependant, six mois plus tard, au milieu des attaques terroristes continues, la mise en œuvre immédiate et temporaire du plan a été annoncée. Le ressentiment d'un fossé profond séparant l'État et la société en raison des éléments anti-étatiques prévalait alors. De même, la proposition était que chaque région du Pakistan ait son unité spéciale pour lutter contre le terrorisme.

Partenariat international

L'une des caractéristiques les plus importantes de l'expérience pakistanaise dans la lutte contre le terrorisme est son partenariat étroit avec la coalition dirigée par les États-Unis. Le Pakistan a bénéficié d'une assistance économique et militaire et a réussi à réintégrer le (Commonwealth), d'où il a été suspendu après le coup d'État militaire d'Octobre 1999. Mais le pays a également payé un lourd tribut pour sa participation à la guerre mondiale contre le terrorisme, et selon le livre "Croissance et inégalité: Agenda des programmes de réforme", du célèbre économiste Dr. Hafiz Pasha, le Pakistan a subi d'énormes pertes de 252 milliards de dollars en raison de la guerre américaine contre le terrorisme. Ce montant est huit fois plus élevé que l'aide financière des États-Unis au Pakistan!

Si nous regardons la chronologie, nous remarquons que le Pakistan a beaucoup souffert des menaces terroristes en 2017, qui ont eu recours à diverses méthodes pour attaquer leurs cibles. Le 16 Février 2017, un kamikaze a tué plus de 88 personnes et blessé plus de 300 personnes dans le sanctuaire de Lal Shahbaz Qalander dans la province du Sindh. En fait, le Pakistan a été soumis à une série d'attaques terroristes depuis 1979 suite à l'occupation de l'Afghanistan par l'Union Soviétique. Selon l'Indice du Portail de l'Asie du Sud pour le Terrorisme, les attaques terroristes au Pakistan ont diminué de 89% en 2017, après avoir culminé en 2009.

Les principaux groupes terroristes opérant au Pakistan sont les talibans pakistanaïsi, le groupe libéral et le groupe sectaire Lashkar-e-Jhangvi. Daech de la province de Khorasan a revendiqué nombre d'attaques, en plus de groupes tels que le réseau Haqqani, Lashkar Thèbes et l'armée de Mohamed, qui ont utilisé diverses tactiques pour attaquer les institutions gouvernementales, les établissements universitaires, les marchés, les lieux de culte et les individus, et perpétré des attentats-suicides, à l'aide de munitions, de grenades propulsées par fusée et d'engins explosifs.

Loi antiterroriste

Le gouvernement pakistanaïsi a continué de mettre en œuvre la loi antiterroriste de 1997, ses amendements en 2014, la loi de l'Autorité Nationale d'Antiterrorisme et le Procès équitable du droit d'enquête 2014, qui accordent tous plus de pouvoirs aux agences gouvernementales pakistanaïsi pour lutter contre le terrorisme. Il est signalé que la loi autorise la détention préventive, la peine de mort pour les terroristes et crée des tribunaux spéciaux pour le terrorisme. Pendant deux autres années, le gouvernement a renouvelé l'amendement constitutionnel autorisant les tribunaux militaires à juger les civils pour terrorisme.

Ces efforts juridiques ont recueilli le soutien des forces de sécurité militaires, paramilitaires et civiles. Le Bureau de Renseignement Pakistanaïsi est compétent au niveau national et est habilité à coordonner avec les agences régionales de lutte contre

le terrorisme. Le Ministère de l'Intérieur du Pakistan compte plus de dix entités chargées de l'application des lois relevant de sa juridiction, alors que l'Autorité Nationale de Lutte Contre le Terrorisme est le centre de coordination des travaux. Des informations criminelles critiques sont recueillies, aux points de passage terrestres, avec le Système International de Sécurité pour la Gestion des Frontières, et le Plan d'Action National Contre le Terrorisme prévoit des efforts pour prévenir le financement du terrorisme en renforçant la coordination inter-institutions.

Le gouvernement du Pakistan a, non seulement fait un travail remarquable pour traquer les militants d'Al-Qaïda et leurs partisans, mais il a traité fermement les groupes terroristes sectaires impliqués dans le terrorisme au Pakistan. Les dirigeants du groupe Lashkar-e-Jhangvi ont été tués en 2002 et nombre de personnes associées à cette organisation ont été tuées lors d'affrontements avec la police, alors que beaucoup d'entre eux sont détenus dans les prisons à travers le pays.

Récemment, certains rapports et indicateurs ont montré que la situation en matière de sécurité s'était améliorée dans tout le pays. Selon un rapport publié par l'Institut Pakistanais d'Études sur la Paix, les activités terroristes au Pakistan ont diminué de plus de 85%. Cela peut être attribué à la détermination et à la persistance du gouvernement pakistanais dans la lutte contre la menace du terrorisme. Le Pakistan a revu sa politique étrangère avec l'Afghanistan. Il a subi des revers diplomatiques lorsqu'il a soutenu la lutte pour la liberté au Cachemire, et a dû faire face à des défis de la part de la population civile de cette province. Son économie demeure faible et fragile. On peut donc dire que le Pakistan a été perdant dans la coalition terroriste mondiale qui a vu le jour après les événements du 11 Septembre 2001.

Risque d'influence indienne

Au niveau régional, l'influence continue de l'Inde en Afghanistan est une menace inquiétante pour la politique étrangère du Pakistan. L'évolution des relations entre l'Inde et l'Afghanistan, et l'influence indienne en Afghanistan, avec l'ouverture de quatre consulats indiens en Afghanistan, sont autant de facteurs dangereux pour la sécurité du Pakistan. Ces facteurs sont à l'origine de conflits qui se sont déclenchés à l'intérieur du Pakistan à partir de ses frontières occidentales. Les affrontements entre l'Inde et l'Afghanistan sont survenus au lendemain du 11 Septembre, devenant un point de conflit majeur entre le Pakistan et l'Inde. Il convient de noter ici que l'esprit de coopération au niveau régional, en particulier entre le Pakistan, l'Inde et l'Afghanistan, n'existe presque plus, comme l'atteste le refus de l'Afghanistan d'extrader, au début du mois d'Avril, le Pakistanais Aslam Farooqi, Chef du groupe terroriste de Daech dans la province de Khorasan, pour des enquêtes plus approfondies.

Il est important de noter que le Pakistan n'a cessé de renforcer sa lutte contre le terrorisme malgré les obstacles. Il a élaboré un plan national d'action pour démanteler les réseaux terroristes et poursuivre les terroristes, et a mené des opérations militaires

à cette fin. Dans ce contexte, le Secrétaire Général des Nations Unies, António Guterres, a salué le Pakistan et ses efforts de lutte contre le terrorisme, déclarant: «Le Pakistan est passé du pays du terrorisme au pays du tourisme». Le Secrétaire Général a appelé à reconnaître et rendre hommage aux efforts internationaux du Pakistan. Il s'agit d'un moment de fierté pour le Pakistan, mais le pays doit encore resserrer son emprise sécuritaire pour éliminer une fois pour toutes la menace terroriste. Il ressort clairement de l'examen mensuel de la conjoncture sécuritaire fait par l'Institut Pakistanais des Études sur la Paix, qu'environ 21 attaques terroristes ont eu lieu au Pakistan au cours du premier mois de 2020, et que ces attaques se sont principalement limitées à la province du Baloutchistan, et ont été menées pour la plupart par des groupes extrémistes, tels que le Groupe Pakistanais Tehrik-i-Taliban, le Parti Libéral, le Groupe Libéral, les Talibans locaux et Daech.

Le terrorisme au Pakistan reste une menace majeure pour la population et l'économie du pays, mais le pays est mieux préparé aujourd'hui à faire face à tout incident terroriste. Après plus de deux décennies de lutte constante contre le terrorisme, le véritable succès du Pakistan doit être mesuré par sa capacité à déjouer une attaque terroriste imminente. Les forces armées pakistanaises, en particulier le Groupe des Services Spéciaux (Commandos), ont une capacité exceptionnelle dans les opérations de lutte contre le terrorisme et jouissent d'avantages uniques pour éliminer les menaces dans de telles crises de manière rapide et décisive.